



Débat Public Projet Penly3

cahier d'acteurs n°9

Centrale nucléaire EPR : Inutile, coûteux, dangereux !

Parce que la politique énergétique de la France ne tire jamais profit de ses échecs passés, un nouveau débat public est actuellement organisé pour évaluer, a posteriori de la décision politique, l'opportunité supposée d'un énième nouveau réacteur nucléaire EPR à Penly en Seine-Maritime d'une puissance de 1 650 MW. Après les fiascos financiers des deux premiers réacteurs en Finlande et à Flamanville dans la Manche, la France tente une fois encore d'imposer une technologie inutile, dangereuse et coûteuse.

Inutile

La construction de nouveaux réacteurs nucléaires du type EPR à Flamanville et à Penly est-elle justifiée par un quelconque besoin énergétique ? La réponse est clairement "non" et à plusieurs titres ! Avec plus de 117.000 MW de puissance électrique installée, notre pays a largement de quoi assurer la consommation électrique des Français. La France exporte chaque année environ 14 % de son électricité et opte, à cause des lignes à haute et très haute tension, pour un gaspillage de près de 5 % de sa production dû aux pertes en ligne ! En dehors de périodes exceptionnelles, la consommation moyenne française avoisine les 60.000 MW. Parce que l'électricité se stocke difficilement¹, notre pays doit augmenter ses capacités

de production afin de pouvoir suivre les variations de consommation. Quelques heures par an, la France connaît des pointes de consommation qui ont atteint, durant quelques minutes, les 90.000 MW ; pics de consommation principalement dûs à l'omniprésence du chauffage électrique en hiver et à la climatisation en été. Or, même si ces pointes de consommation sont encore très loin d'atteindre les 117.000 MW de capacité de production hexagonale, il semble important de lisser ces pics de consommation et d'accroître les capacités de production de pointe. Or, le nucléaire, technologie peu flexible, n'est pas approprié pour suivre ces pics de consommation. En résumé, si la France a un problème de capacité de production (ce qui reste largement à démontrer), ce serait un problème lié à la pointe électrique pour laquelle le nucléaire n'est pas en mesure d'apporter une réponse satisfaisante. Enfin, la France s'est engagée à réduire sa consommation énergétique de 20 % d'ici à 2020. De fait, si le législateur croit sérieusement à ce qu'il adopte, la construction de nouvelles capacités de production nucléaire est une aberration !



Coûteux

En début d'année 2010, EDF a réclamé au Gouvernement de pouvoir augmenter ses tarifs de... 24 % ! Après avoir affirmé durant des décennies que l'électricité radioactive était la moins chère du monde, les demandes répétées de l'opérateur historique d'augmenter

[suite au verso](#)

Agir pour l'Environnement

2, Rue du Nord – 75018 PARIS

Tél : 01 40 31 02 37 / Fax : 01 40 31 02 39

Site : www.agirpourenvironnement.org

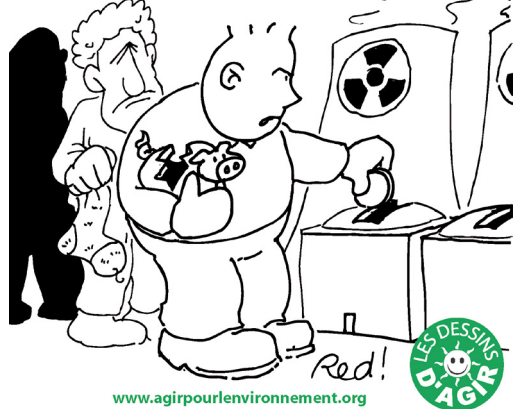
Courriel : contact@agirpourenvironnement.org

Président : Dominique BERNARD

Délégué général : Stéphen KERCKHOVE

¹ http://www.rte-france.com/uploads/media/pdf_zip/publications-annuelles/RA_RTE_2009_RA_web.pdf (page 41)

+24% POUR L'ÉLECTRICITÉ?
LE SALE "COUP" DU NUCLÉAIRE!



www.agirpourenvironnement.org

ses tarifs démontrent par l'absurde qu'il n'en n'est rien ! Recherche et développement, investissements abyssaux et immobilisation de milliards d'euros durant plusieurs années, maintenance des installations, "retraitement" et gestion éternelle des déchets, démantèlement des réacteurs, lignes à haute et très haute tension, gestion sécuritaire d'une technologie à risque... le véritable "coût" du nucléaire risque d'assommer encore pour longtemps contribuables et consommateurs ; selon le vieux précepte qui consiste à nationaliser les pertes et privatiser les bénéfices. Pire, les investissements somptuaires engloutis dans les réacteurs EPR, évalués à plus de 4 milliards d'euros pièce, nécessitent l'intervention de partenaires privés et conduit tout droit l'opérateur énergétique historique vers une privatisation qui ne dit pas son nom. En annonçant régulièrement l'imminence d'une forte augmentation du coût de l'électricité, tout en justifiant cette demande par le coût induit par le développement des énergies renouvelables, EDF tente habilement de détourner l'attention du grand public sur le coût induit par un unilatéralisme énergétique.

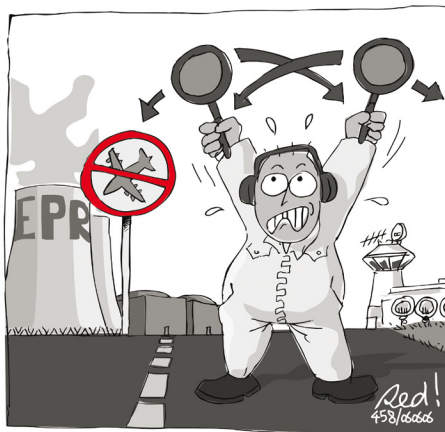
Avant, pendant et après et pour

Dangereux

longtemps, le nucléaire est une technologie dangereuse ! Elle l'est d'autant plus que l'EPR utilise un combustible, le MOX, un mélange de plutonium et d'uranium appauvri. Le plutonium est un élément artificiel issu de la dégradation de l'uranium, se transformant progressivement en américium, émetteur de rayons gamma, extrêmement pénétrants. La demi-vie du plutonium (période durant laquelle il aura perdu la moitié de sa

radioactivité...) est d'environ 24 000 ans. Quelques milligrammes de plutonium peuvent provoquer un cancer des poumons. Quelques kilogrammes de plutonium suffisent à fabriquer une bombe atomique... C'est la raison pour laquelle l'EPR est considéré comme un réacteur proliférant car la limite entre nucléaire civil et nucléaire militaire est totalement théorique. A cet égard, la responsabilité du Chef de l'État Français, véritable VRP du lobby nucléaire, n'est plus à démontrer lorsqu'il tente de vendre un réacteur EPR à un certain nombre d'États dont la culture démocratique reste pour le moins à démontrer... De plus, selon un document classé " confidentiel défense " adressé à EDF par l'autorité de sûreté nucléaire, ce réacteur, bien loin d'assurer une sécurité optimale n'a pas été conçu pour résister au crash d'un avion de ligne, devenant ainsi la cible potentielle d'un attentat terroriste. Le pire n'est jamais sûr, mais lorsqu'un projet est censé fonctionner durant 50 ans... peu de personnes sont en capacité d'affirmer que notre démocratie ne connaîtra aucun soubresaut durant plusieurs décennies. Last but not least... en novembre 2009, les autorités de sûreté nucléaire française, finlandaise et britannique ont publié une déclaration commune mettant en doute la fiabilité du système de commande de l'EPR... Rassurant ?!

D'ici à 2020, la France devrait passer

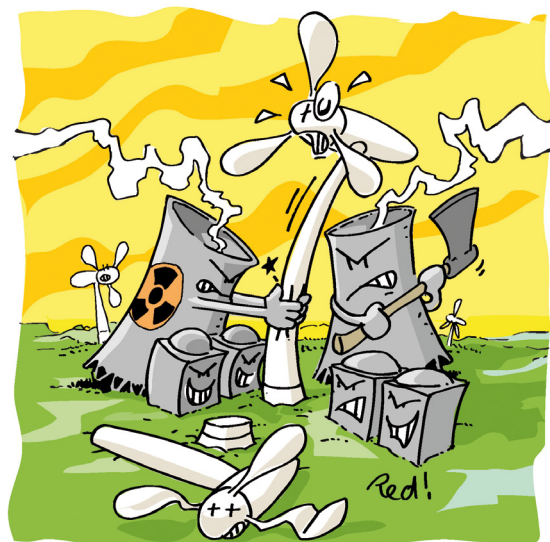


Des alternatives

de 16 % à 23 % d'électricité d'origine renouvelable tout en réduisant de 20 % sa consommation d'énergie. Ces objectifs ambitieux rendent l'option nucléaire particulièrement obsolète. En tentant une fois encore d'imposer contre

vents et marées, le nucléaire comme la seule solution énergétique, la France prend le risque de se marginaliser sur la scène internationale en continuant encore et toujours de développer un réacteur dont personne ne veut. Avec le deuxième potentiel éolien européen, un niveau d'ensoleillement généreux, une biomasse à valoriser, la France doit opter pour des solutions énergétiques décentralisées !

Du 24 mars au 24 juillet 2010, la



Un débat public ?

Commission nationale du débat public organise un débat public rythmé par 12 réunions publiques. Or, le 29 janvier 2009, soit plus d'un an avant le débat public... le Chef de l'État a confirmé, par communiqué de presse, "le lancement de la réalisation d'une deuxième centrale nucléaire de type EPR en France à Penly". Pourtant, l'article 6 de la Convention d'Aarhus stipule que "Chaque Partie prend des dispositions pour que la participation du public commence au début de la procédure, c'est-à-dire lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence". Parce que le débat démocratique doit permettre l'expression de l'opposition à ce projet et infléchir les *a priori* idéologiques de l'État Français, nous refusons que ce débat puisse être organisé *a posteriori* de la décision. L'avenir énergétique de la France mérite mieux qu'un débat purement formel !